



## CHIFFRES CLÉS

Dollar : 0,76 € pour 1 € : 1,31 \$ Smic horaire : 7,61 €  
 Livre : 1,4325 € 0,7001 £ Chômeurs : 2 444 300 en octobre  
 Yen : 0,00738€ 136,7 yens Inflation : + 2% en novembre

## VERS DES SOLDES À DATE FIXE

Le ministre du Commerce Christian Jacob s'est déclaré hier favorable à l'instauration de dates fixes pour les soldes. Il a expliqué sur RTL avoir "réussi à fixer une date quasiment unique à deux départements près" pour les soldes d'hiver. Quant à l'instauration de dates de soldes fixes, le ministre du Commerce a indiqué que "les choses n'étaient pas bouclées, mais j'espère qu'on arrivera à cette idée pour les prochains soldes d'été".



AP

## CESSION GM VEND SES LOCOS



GENERAL MOTORS devrait signer cette semaine la vente de sa filiale de construction de locomotives à deux fonds d'investissement américains, a-t-on appris hier de source proche des discussions. Le prix de vente sera probablement inférieur à 500 millions de dollars mais devrait comprendre un investissement de GM aux bénéfices d'Electro-Motive. Electro-Motive est le premier constructeur mondial de locomotives diesel et produit aussi des moteurs pour bateaux, plate-formes pétrolières et autres générateurs.

REUTERS

## Union syndicale autour des 35 h

Quatre des cinq confédérations syndicales ont appelé hier à une journée nationale d'actions le 5 février pour dénoncer les assouplissements des 35 heures.

La CGT, FO, la CFDT et la CFTC "appellent l'ensemble des salariés du public, du privé et les demandeurs d'emploi à une journée nationale d'actions et de mobilisation locales dans toute la France le 5 février 2005", a déclaré Jacky Dintinger, secrétaire général de la CFTC, à l'issue d'une réunion intersyndicale qui a duré une heure et demie au siège de la CFTC à Paris.



FRANÇOIS CHÉRÈQUE, secrétaire général de la CFDT et Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT appellent, avec Force Ouvrière et la CFTC, à une journée d'action nationale le 5 février prochain

tions salariales dans le public et le privé pour permettre le développement du pouvoir d'achat, sur le développement de l'emploi et sur la défense du code du travail menacé par des dérégulations", a déclaré Jacky Dintinger. "Les organisations syndicales appellent leurs structures locales à se rencontrer pour mettre en œuvre les formes de mobilisation et d'action qui leur paraissent les plus appropriées", a-t-il précisé. À l'issue de la réunion, les représentants des quatre confédérations ont mis l'accent sur leur "volonté" de réussir cette journée du 5 février. "Notre souci est que la mobilisation puisse être ressentie

par toutes les professions en lutte unitaire la semaine prochaine comme une nouvelle étape de la revendication", a résumé la numéro deux de la CGT, Maryse Dumas.

REUTERS

## GRÈVE À LA SNCF

Les fédérations de cheminots, réunies en comité central d'entreprise (CCE) hier, ont rejeté le projet de budget 2005 de la SNCF, et promettent à la direction un "conflit majeur" à l'occasion de la grève nationale prévue le 19 janvier.

## EN BREF

• **JUSTICE** La cour d'appel de Versailles a rejeté hier la demande de non-lieu du parquet de Nanterre concernant l'enquête sur les accusations de travail forcé visant le groupe pétrolier Total en Birmanie, a-t-on appris de sources judiciaires. Le groupe pétrolier est accusé d'avoir recouru à l'emploi de travailleurs forcés pour la construction d'un gazoduc en Birmanie. Accusations que le géant pétrolier a toujours rejetées.

• **JUSTICE** L'Union européenne et les Etats-Unis ont accepté hier de régler leur différend commercial sur les subventions à Airbus et Boeing par la négociation, et non par des procédures devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les deux parties "ne demanderont pas à l'OMC d'établir des comités pour leurs différends en cours", a annoncé la Commission européenne.

• **INFORMATIQUE** Apple a annoncé hier la commercialisation d'un ordinateur à 499 dollars qui ne comprendra que l'unité centrale, sans moniteur ni clavier. Apple a également annoncé une nouvelle version de iPod, commercialisée au prix de 99 dollars.

• **INFORMATIQUE** Le géant américain de l'informatique IBM a fait savoir lundi soir qu'il comptait mettre 500 de ses brevets dans le domaine public pour que les créateurs de logiciels puissent s'en inspirer, un geste inédit pour le pionnier du micro-ordinateur.

## Un coca-cola au citron vert

Le géant d'Atlanta a annoncé qu'il allait lancer au premier semestre de 2005 un Coca-Cola parfumé au citron vert. La firme indique dans un communiqué que "de nombreux consommateurs ajoutent déjà une rondelle de citron vert dans



leur Coca-Cola. Il nous a donc semblé naturel d'ajouter une touche de citron vert dans notre produit phare". Coca-Cola, qui "veut poursuivre le succès rencontré par le Coca light Citron", n'a pas indiqué quand ce produit serait disponible en Europe.

METRO

## ENTREPRENEURS DU MEILLEUR

### Bill Drayton parie sur les entrepreneurs pour changer le monde

"UN ENTREPRENEUR SOCIAL ne se contente pas de donner du poisson à celui qui a faim, ni même de lui apprendre à pêcher. Il révolutionne l'industrie de la pêche pour nourrir tout le monde !", affirme avec un sourire Bill Drayton. Ashoka, l'association qu'il a fondée en 1980, a justement pour mission de soutenir ces entrepreneurs sociaux : les Maria Montessori, Abbé Pierre ou Jean Monnet de demain, des gens "qui savent, depuis qu'ils sont tout petits, qu'ils sont venus au monde pour le changer".

#### Ancien consultant

Un peu comme Drayton lui-même, au fond d'une famille militante, cet ancien consultant chez McKinsey, au parcours brillant (Yale, Oxford et Harvard), fait remonter son engagement associatif à ses années d'école primaire puis de lycée, dans les années 60. Soucieux de comprendre "la

#### Pour aller plus loin



façon dont le monde fonctionne", il a été dirigeant ou membre actif de plus de 20 associations pour les pays du Sud, les droits de l'Homme ou l'environnement ! Pour lui, le changement social ne peut venir que de la capacité d'innovation des individus. Avec Ashoka, Drayton mobilise des fonds privés (plus de 30 millions de dollars en 2004) pour aider financièrement les entrepreneurs sociaux à leurs débuts - juste



- [www.ashoka.org](http://www.ashoka.org)
- [www.changemakers.net](http://www.changemakers.net)
- [www.youthventure.org](http://www.youthventure.org)
- [www.getamericaworking.org](http://www.getamericaworking.org)

de quoi subvenir à leurs besoins et leur permettre de se consacrer totalement au lancement de leur projet. Mais il leur offre aussi un précieux réseau d'entraide de plus de 1 500 membres dans 53 pays, dont la France tout récemment. A 61 ans, célibataire et sans enfant, Drayton consacre sa vie à faire de chacun un entrepreneur du meilleur : après Ashoka, il a créé Youth Venture (pour aider des jeunes à changer leur quartier ou leur école) et Get America Working (pour encourager les solutions innovantes contre le chômage).

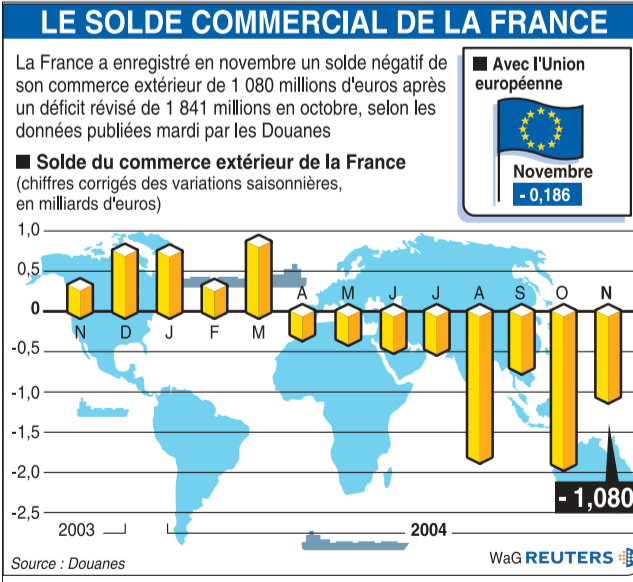
**GRAINES DE CHANGEMENT**  
 → Pour plus d'informations positives : [www.grainesdechangement.com](http://www.grainesdechangement.com)

## Gaymard entend lutter contre la "sinistrose"

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE s'est déclaré hier déterminé à lutter contre la "sinistrose" et a de nouveau estimé que les objectifs d'une croissance du PIB français de 2,5% en 2005 et d'une réduction de 20% de l'impôt sur le revenu en 2006-2007 restaient réalisables. Lors de ses vœux à la presse, Hervé Gaymard a estimé que l'activité économique avait connu "un rebond très sensible" en France au quatrième trimestre, "entre + 0,6 et +0,8%", après le "trou d'air" et une croissance zéro au troisième.

#### Optimisme pour 2005

"Nous avons une hypothèse de 2,5% pour 2005 qui reste notre hypothèse pour cette année", a-t-il souligné. "Le combat à mener, c'est de sécuriser les 2,5% de croissance". Les fruits de cette croissance, si elle se confirme, seront répartis entre baisses d'impôt sur le revenu et baisses des charges



sociales sur les bas salaires, a promis Hervé Gaymard.

#### Baisses d'impôts en 2006

Prié de dire s'il pourrait réduire l'impôt sur le revenu de 20% en 2006 et 2007, il a répondu : "Ce n'est pas une promesse, c'est une réalité

que nous tiendrons." Le ministre a ajouté qu'il entendait également mettre en œuvre "une politique économique déterminée, loin de la sinistrose entretenue par certains quant aux marges de manœuvre des politiques nationales".

REUTERS